



Bruxelles, le 31.10.2024
C(2024) 7523 final

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 31.10.2024

complétant le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil sur les marchés de crypto-actifs par des normes techniques de réglementation sur la continuité et la régularité des prestations de services sur crypto-actifs

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

EXPOSÉ DES MOTIFS

1. CONTEXTE DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

Le règlement (UE) 2023/1114 du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937 (ci-après, le «règlement MiCA») a été publié au *Journal officiel de l'Union européenne* le 9 juin 2023 et est entré en vigueur le 29 juin 2023. Il s'applique depuis le 30 juin 2024 pour ce qui est de ses titres III et IV, concernant respectivement les émetteurs de jetons se référant à un ou des actifs (ART pour «asset-referenced tokens») et les émetteurs de jetons de monnaie électronique (EMT pour «e-money tokens»), et sera intégralement applicable à partir du 30 décembre 2024.

Il régit les émetteurs de crypto-actifs qui ne relèvent pas déjà d'autres actes relatifs aux services financiers, ainsi que les prestataires de services liés à ces crypto-actifs (prestataires de services sur crypto-actifs). Son objectif est de promouvoir une innovation sûre et durable, tout en parant aux risques que cette nouvelle catégorie d'actifs entraîne pour les consommateurs, l'intégrité du marché et la stabilité financière, mais aussi pour la transmission de la politique monétaire et la souveraineté monétaire.

L'article 68, paragraphe 7, du règlement MiCA, fait obligation aux prestataires de services sur crypto-actifs de prendre toutes les mesures raisonnables en vue de garantir la continuité et la régularité de leurs prestations de services sur crypto-actifs. À cette fin, ils sont tenus d'utiliser des ressources et des procédures appropriées et proportionnées, notamment des systèmes de TIC résilients et sûrs conformes au règlement (UE) 2022/2554. En outre, au titre dudit article, les prestataires de services sur crypto-actifs sont tenus de se doter d'une politique de continuité des activités, qui devrait comprendre des plans de continuité des activités de TIC et des plans de réponse et de rétablissement des TIC établis en vertu des articles 11 et 12 du règlement (UE) 2022/2554 qui visent à garantir, en cas d'interruption de leurs systèmes et procédures de TIC, la préservation de leurs données et fonctions essentielles et le maintien de leurs services sur crypto-actifs ou, si cela n'est pas possible, la récupération de ces données et le rétablissement de ces fonctions et la reprise de ces services, dans les meilleurs délais. Conformément à l'article 68, paragraphe 10, du règlement MiCA, l'AEMF est chargée d'élaborer des projets de normes techniques qui précisent les mesures garantissant la continuité et la régularité des prestations de services sur crypto-actifs.

L'article 68, paragraphe 10, du règlement MiCA habilite la Commission à compléter ledit règlement en adoptant les normes techniques de réglementation élaborées par l'AEMF.

Le présent acte délégué doit être adopté sur le fondement de l'article 68, paragraphe 10, du règlement MiCA et de l'article 290 du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

2. CONSULTATIONS MENÉES AVANT L'ADOPTION DE L'ACTE

L'AEMF a élaboré les projets de normes techniques de réglementation et a procédé à une [consultation publique ouverte](https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/2024-03/ESMA18-72330276-1634_Final_Report_on_certain_technical_standards_under_MiCA_First_Package.pdf) entre le 5 octobre 2023 et le 14 décembre 2023¹. Tandis que 141 parties prenantes ont répondu à la consultation, qui portait également sur d'autres normes techniques, en moyenne 20 réponses ont été données à 7 questions relatives aux projets de normes techniques consultés. Les réponses provenaient de diverses parties prenantes, dont des bourses traditionnelles, des entreprises de crypto-actifs, des associations professionnelles et

¹ https://www.esma.europa.eu/sites/default/files/2024-03/ESMA18-72330276-1634_Final_Report_on_certain_technical_standards_under_MiCA_First_Package.pdf

des gestionnaires d'actifs. Vous trouverez ci-dessous un aperçu du retour d'information sur les principales questions abordées dans le cadre de la consultation.

En ce qui concerne l'introduction de la notion de registres distribués sans permission, la plupart des répondants se sont déclarés favorables à une définition spécifique de ces réseaux, mais ont noté qu'il conviendrait de préciser dans les normes techniques que les prestataires de services sur crypto-actifs devraient exercer un «contrôle effectif» sur la DLT pour assumer la responsabilité ultime de toute perturbation des services ou autre incident opérationnel engendrée par la DLT. Plusieurs répondants ont fait valoir que l'introduction d'une distinction entre les deux types de registres distribués dans les projets de normes créerait davantage de confusion pour le marché. Ils préfèrent maintenir la cohérence avec l'article 75, paragraphe 8, du règlement MiCA, qui introduit la notion de contrôle sans approfondir les aspects techniques de chaque type de DLT. Dans un souci de clarté et afin de favoriser la convergence, les normes finales comprennent une définition des registres distribués sans permission.

Quant à la question de savoir si les normes techniques devraient préciser que les prestataires de services sur crypto-actifs sont tenus d'établir une fonction spécifique de gestion de la continuité des activités, plusieurs répondants ont indiqué que le fait d'imposer une telle fonction serait trop contraignant par rapport au mandat. Néanmoins, un grand nombre de répondants se sont déclarés favorables à l'idée selon laquelle des ressources devraient au moins être consacrées à la continuité des activités au sein d'un prestataire de services sur crypto-actifs. Les normes finales n'incluent donc pas l'exigence d'une fonction spécifique de gestion de la continuité des activités.

En outre, la version consultée des projets de normes techniques comprenait l'obligation pour un évaluateur indépendant (soit une personne exerçant une fonction distincte au sein de l'organisation du prestataire de services sur crypto-actifs, soit un prestataire tiers) d'examiner l'évaluation, réalisée par l'organe de direction, de la mise en œuvre des mesures de continuité des activités (politique, plans et procédures) du prestataire de services sur crypto-actifs. Cette disposition a ensuite été supprimée par l'AEMF, en partie parce que la plupart des répondants l'ont contestée au motif qu'elle ne relevait pas du mandat et qu'elle était disproportionnée.

À l'article 6 des projets de normes techniques, l'AEMF propose un principe général sur les considérations de risque, selon lequel, entre autres, les prestataires de services sur crypto-actifs sont invités à prendre en considération la mesure dans laquelle la disponibilité de leurs services peut dépendre des DLT qu'ils ne contrôlent pas aux fins de leurs plans de continuité des activités. Ce principe consiste en partie en une autoévaluation qui doit être réalisée par les prestataires de services sur crypto-actifs et dont l'objectif est de veiller à ce qu'ils prennent dûment en considération les facteurs de risque susceptibles de provoquer ou de prolonger l'indisponibilité de leurs services et de fournir aux autorités de surveillance un outil leur permettant d'évaluer si les prestataires de services sur crypto-actifs mettent en œuvre des procédures de continuité des activités proportionnées aux risques que présentent ces services. Le principe général relatif aux considérations de risque énoncé à l'article 6 des projets de normes techniques a reçu un large soutien de la part des répondants. Certains répondants ont suggéré de préciser explicitement que l'obligation d'autoévaluation découle de l'article 68, paragraphe 8, du règlement MiCA. En ce qui concerne l'autoévaluation, la plupart des répondants se sont montrés favorables à la proposition et aux critères énumérés en annexe (avec plusieurs réserves et demandes de prolongation), un répondant proposant de prolonger le délai minimal pour l'autoévaluation d'au moins une fois par an à une fois tous les deux ans afin d'alléger la charge pesant sur les prestataires de services sur crypto-actifs.

En complément de la consultation publique, l'AEMF a sollicité l'avis du groupe des parties intéressées au secteur financier (MSG pour «Securities and Markets Stakeholder Group»), qui a été rendu le 13 décembre 2023. En particulier, le MSG a noté l'importance des exigences de continuité des activités afin de garantir le bon fonctionnement des marchés. En outre, il a explicitement soutenu l'approche de la proportionnalité pour la continuité des activités proposée à l'article 6 des projets de normes techniques, y compris l'autoévaluation qui y est proposée, car elle permet à chaque entité de calibrer les mesures de continuité des activités en fonction de ses propres besoins. Le MSG a également noté qu'il n'était pas nécessaire d'exiger la mise en place d'une fonction spécifique de continuité des activités pour superviser les obligations prévues dans les normes techniques, au contraire, il ne devrait s'agir que d'une option laissée à la décision de l'organe de direction du prestataire de services sur crypto-actifs, compte tenu également de la nécessité de maintenir la proportionnalité de la charge réglementaire.

3. ÉLÉMENTS JURIDIQUES DE L'ACTE DÉLÉGUÉ

L'article 1^{er} comprend les définitions.

L'article 2 prévoit des exigences relatives aux aspects organisationnels des dispositifs de continuité des activités que les prestataires de services sur crypto-actifs doivent maintenir.

L'article 3 définit les exigences applicables à la politique de continuité des activités dont doivent se doter les prestataires de services sur crypto-actifs, y compris ses éléments essentiels.

L'article 4 impose aux prestataires de services sur crypto-actifs d'établir des plans de continuité des activités en vue de mettre en œuvre la politique de continuité des activités et en précise le contenu minimal.

L'article 5 précise les exigences relatives aux tests périodiques des plans de continuité des activités que doivent effectuer les prestataires de services sur crypto-actifs.

L'article 6 fait obligation aux prestataires de services sur crypto-actifs de tenir compte de la complexité et des risques accrus lors de l'élaboration de leur politique de continuité des activités et, dans ce contexte, de procéder à une autoévaluation de l'ampleur, de la nature et de l'éventail de leurs services.

L'article 7 précise la date d'entrée en vigueur du règlement et confirme son applicabilité dans l'ensemble des États membres.

RÈGLEMENT DÉLÉGUÉ (UE) .../... DE LA COMMISSION

du 31.10.2024

complétant le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil sur les marchés de crypto-actifs par des normes techniques de réglementation sur la continuité et la régularité des prestations de services sur crypto-actifs

(Texte présentant de l'intérêt pour l'EEE)

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2023/1114 du Parlement européen et du Conseil du 31 mai 2023 sur les marchés de crypto-actifs, et modifiant les règlements (UE) n° 1093/2010 et (UE) n° 1095/2010 et les directives 2013/36/UE et (UE) 2019/1937², et notamment son article 68, paragraphe 10, troisième alinéa,

considérant ce qui suit:

- (1) Les articles 11 et 12 du règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil³ prévoient des exigences relatives à la réponse et au rétablissement, aux politiques et procédures de sauvegarde, procédures et méthodes de restauration et de rétablissement concernant les systèmes de TIC des entités financières, y compris les prestataires de services sur crypto-actifs. Le règlement délégué (UE) 2024/1774 de la Commission⁴ précise davantage les composantes de la politique de continuité des activités de TIC, les tests des plans de continuité des activités de TIC, les composantes des plans de réponse et de rétablissement des TIC des entités financières, y compris les prestataires de services sur crypto-actifs. Le présent règlement complète ces dispositions du règlement (UE) 2022/2554 et du règlement délégué (UE) 2024/1774 de la Commission en ce qui concerne la continuité et la régularité des prestations de services sur crypto-actifs.
- (2) Pour fournir leurs services, les prestataires de services sur crypto-actifs peuvent utiliser un registre distribué sur lequel ils n'exercent aucun contrôle, y compris un registre distribué sans permission. Dans ce cas, ils peuvent ne pas être en mesure

² JO L 150 du 9.6.2023, p. 40, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2023/1114/oj>.

³ Règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil du 14 décembre 2022 sur la résilience opérationnelle numérique du secteur financier et modifiant les règlements (CE) n° 1060/2009, (UE) n° 648/2012, (UE) n° 600/2014, (UE) n° 909/2014 et (UE) 2016/1011 (JO L 333 du 27.12.2022, p. 1, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2022/2554/oj>).

⁴ Règlement délégué (UE) 2024/1774 de la Commission du 13 mars 2024 complétant le règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil par des normes techniques de réglementation précisant les outils, méthodes, processus et politiques de gestion du risque lié aux TIC et le cadre simplifié de gestion du risque lié aux TIC (JO L, 2024/1774, 25.6.2024, ELI: http://data.europa.eu/eli/reg_del/2024/1774/oj).

d'assurer la régularité et la continuité de leurs services lorsque des perturbations sont engendrées par des problèmes inhérents au fonctionnement de ces registres distribués. Afin de réduire la volatilité du marché, susceptible d'avoir une incidence négative sur les clients touchés par ces perturbations, les prestataires de services sur crypto-actifs devraient inclure dans leur politique de continuité des activités des mesures visant à communiquer en temps utile avec les clients et les autres parties prenantes externes. Cette communication devrait inclure des informations essentielles fournies en temps utile aux clients sur ces perturbations, y compris les mises à jour en cours de la situation, jusqu'à ce que la perturbation soit résolue et que les services reprennent. Lorsque le prestataire de services sur crypto-actifs ne dispose pas facilement d'informations sur le statut du registre distribué sans permission qui est à l'origine d'une perturbation des services, il devrait communiquer les mises à jour aux clients et aux autres parties prenantes, y compris aux autorités compétentes, en veillant, autant que faire se peut, à ce que les clients et les parties prenantes disposent d'informations aussi complètes que possible sur ces perturbations.

- (3) Afin de ne pas soumettre les petites et moyennes entreprises et les start-ups à une charge administrative disproportionnée, les prestataires de services sur crypto-actifs devraient tenir compte, dans leur politique de continuité des activités, de l'ampleur, de la nature et de l'éventail des services qu'ils fournissent. Cela signifie que les prestataires de services sur crypto-actifs devraient déterminer leurs exigences spécifiques en matière de continuité des activités sur la base d'une autoévaluation solide, fondée sur plusieurs critères qui leur permettraient de mettre en œuvre une politique de continuité des activités qui soit proportionnée à l'incidence de leurs services sur le marché. L'autoévaluation devrait également tenir compte d'autres circonstances que celles énumérées à l'annexe et qui peuvent avoir une incidence sur le prestataire de services sur crypto-actifs.
- (4) Le présent règlement se fonde sur les projets de normes techniques de réglementation soumis par l'Autorité européenne des marchés financiers à la Commission.
- (5) L'Autorité européenne des marchés financiers a procédé à des consultations publiques ouvertes sur le projet de normes techniques de réglementation sur lequel se fonde le présent règlement, analysé les coûts et avantages potentiels qu'il implique et sollicité l'avis du groupe des parties intéressées au secteur financier institué par l'article 37 du règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil⁵,

A ADOPTÉ LE PRÉSENT RÈGLEMENT:

Article premier
Définitions

Aux fins du présent règlement, on entend par:

- (a) «fonction critique ou importante»: une fonction critique ou importante au sens de l'article 3, point 22), du règlement (UE) 2022/2554 du Parlement européen et du Conseil;

⁵ Règlement (UE) n° 1095/2010 du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 instituant une Autorité européenne de surveillance (Autorité européenne des marchés financiers), modifiant la décision n° 716/2009/CE et abrogeant la décision 2009/77/CE de la Commission (JO L 331 du 15.12.2010, p. 84, ELI: <http://data.europa.eu/eli/reg/2010/1095/oj>).

- (b) «registre distribué sans permission»: un type spécifique de registre distribué dans lequel aucune entité ne contrôle le registre distribué et dans lequel les nœuds de réseau DLT peuvent être mis en place par toute personne respectant les exigences techniques et les protocoles de ce registre distribué.

Article 2

Dispositifs organisationnels de la continuité des activités

1. La politique de continuité des activités visée à l'article 68, paragraphe 7, comprend des plans, des procédures et des mesures.
2. Dans l'exercice de ses fonctions visées à l'article 68, paragraphe 6, du règlement (UE) 2023/1114, l'organe de direction des prestataires de services sur crypto-actifs établit et approuve les plans, procédures et mesures qui comprennent la politique de continuité des activités. L'organe de direction du prestataire de services sur crypto-actifs est responsable de la mise en œuvre de la politique de continuité des activités et du réexamen de son efficacité au moins une fois par an.
3. Les prestataires de services sur crypto-actifs veillent à ce que toute modification de la politique de continuité des activités soit transmise à tous les membres du personnel interne concernés au moyen de canaux de communication efficaces.

Article 3

Politique de continuité des activités

1. La politique de continuité des activités visée à l'article 68, paragraphe 7, du règlement (UE) 2023/1114 garantit que les prestataires de services sur crypto-actifs remédient de manière appropriée aux incidents perturbateurs ou aux problèmes de performance liés aux systèmes critiques pour l'exercice de leurs fonctions commerciales et doit être arrêtée sur un support durable.
2. Les prestataires de services sur crypto-actifs incluent dans la politique de continuité des activités tous les éléments suivants:
 - (a) une spécification du champ d'application de la politique de continuité des activités, y compris ses limitations et exclusions, qui doit être couvert par les plans, procédures et mesures de continuité des activités;
 - (b) une description des critères d'activation des plans de continuité des activités, y compris les procédures de remontée jusqu'au niveau de l'organe de direction;
 - (c) des dispositions relatives à la gouvernance et à l'organisation du prestataire de services sur crypto-actifs, y compris les rôles et responsabilités du personnel, garantissant la disponibilité de ressources suffisantes pour la mise en œuvre effective de la politique;
 - (d) des dispositions qui garantissent une cohérence entre les plans de continuité des activités et les plans de continuité des activités de TIC, ainsi que les plans de réponse et de rétablissement des TIC visés aux articles 24 et 26 du règlement délégué (UE) 2024/1774 de la Commission.

Article 4
Plans de continuité des activités

1. Lorsqu'ils mettent en œuvre la politique de continuité des activités visée à l'article 68, paragraphe 7, du règlement (UE) 2023/1114, les prestataires de services sur crypto-actifs établissent des plans de continuité des activités. Les plans de continuité des activités définissent les procédures nécessaires pour protéger et, si nécessaire, rétablir:
 - (a) la confidentialité, l'intégrité et la disponibilité des données des clients;
 - (b) la disponibilité des fonctions «métiers», des processus de soutien et des actifs informationnels des prestataires de services sur crypto-actifs.
2. Les plans de continuité des activités contiennent les éléments suivants:
 - (a) un éventail de scénarios défavorables possibles concernant le fonctionnement des fonctions critiques ou importantes, parmi lesquels l'indisponibilité des fonctions «métiers», du personnel, du lieu de travail, des fournisseurs externes ou des centres de données ou la perte ou altération de données et documents critiques;
 - (b) les procédures et les politiques à suivre en cas d'incident perturbateur, notamment:
 - i) les mesures nécessaires au rétablissement des fonctions critiques ou importantes;
 - ii) les délais dans lesquels ces fonctions critiques ou importantes doivent être rétablies;
 - iii) les objectifs en matière de point de rétablissement;
 - iv) le délai maximal de reprise des services;
 - (c) les procédures et les politiques de relocalisation des fonctions «métiers» utilisées pour fournir des services sur crypto-actifs vers un site de secours;
 - (d) la sauvegarde des données commerciales critiques, y compris des informations actualisées sur les contacts nécessaires pour assurer la communication au sein du prestataire de services sur crypto-actifs, et entre le prestataire de services sur crypto-actifs et ses clients;
 - (e) les procédures de communication en temps utile avec les clients et les autres parties prenantes externes, y compris les autorités compétentes.
3. En cas de perturbation impliquant un registre distribué sans permission utilisé par le prestataire de services sur crypto-actifs dans la fourniture de ses services, les communications visées au paragraphe 2, point e), comprennent les informations suivantes:
 - (a) le délai estimé de reprise des services;
 - (b) les causes et les effets de l'incident perturbateur;
 - (c) tout risque concernant les fonds et crypto-actifs de clients détenus pour leur compte;
 - (d) les mesures que le prestataire de services sur crypto-actifs entend prendre en réponse à la perturbation d'un registre distribué sans permission.

Lorsque le prestataire de services sur crypto-actifs ne dispose pas facilement de ces informations, il communique, dans la mesure du possible, les mises à jour des informations visées au premier alinéa aux clients et aux parties prenantes, y compris aux autorités compétentes.

4. Les plans de continuité des activités contiennent des procédures pour remédier à toute perturbation des fonctions critiques ou importantes externalisées, notamment lorsque ces fonctions critiques ou importantes deviennent indisponibles.

Article 5

Tests périodiques des plans de continuité des activités

1. Les prestataires de services sur crypto-actifs testent le fonctionnement des plans de continuité des activités visés à l'article 4 sur la base de scénarios réalistes. Ces tests visent à vérifier la capacité du prestataire de services sur crypto-actifs à se rétablir à la suite d'incidents perturbateurs et à reprendre les services conformément à l'article 4, paragraphe 2, point b).
2. Les prestataires de services sur crypto-actifs testent chaque année les plans de continuité des activités en tenant compte:
 - (a) des résultats des tests visés au paragraphe 1;
 - (b) des renseignements les plus récents sur les menaces;
 - (c) des enseignements tirés d'événements antérieurs;
 - (d) le cas échéant, de toute modification des objectifs de rétablissement, y compris les objectifs en matière de délai de rétablissement et de point de rétablissement visés à l'article 4, paragraphe 2, point b);
 - (e) des changements dans les fonctions «métiers».
3. Les prestataires de services sur crypto-actifs consignent par écrit les résultats de l'activité de test et les soumettent à leur organe de direction et aux unités opérationnelles participant à l'élaboration des plans de continuité des activités.
4. Les prestataires de services sur crypto-actifs veillent à ce que les tests des plans de continuité des activités n'interfèrent pas avec la conduite normale de leurs services.

Article 6

Complexité et considérations de risque

1. Lorsqu'ils établissent la politique de continuité des activités, y compris les plans, procédures et mesures, les prestataires de services sur crypto-actifs tiennent compte de facteurs de complexité ou de risque accrus, notamment:
 - (a) le type et l'éventail des services sur crypto-actifs proposés;
 - (b) la mesure dans laquelle les services du prestataire de services sur crypto-actifs reposent sur un registre distribué sans permission;
 - (c) l'incidence potentielle de toute perturbation sur la continuité des activités du prestataire de services sur crypto-actifs et la disponibilité de ses services.
2. Aux fins du paragraphe 1, les prestataires de services sur crypto-actifs procèdent chaque année à une autoévaluation de l'ampleur, de la nature et de l'éventail de leurs

services. Les prestataires de services sur crypto-actifs fondent cette autoévaluation sur les critères énoncés à l'annexe et sur tout autre critère qu'ils jugent pertinent.

Article 7
Entrée en vigueur

Le présent règlement entre en vigueur le vingtième jour suivant celui de sa publication au *Journal officiel de l'Union européenne*.

Le présent règlement est obligatoire dans tous ses éléments et directement applicable dans tout État membre.

Fait à Bruxelles, le 31.10.2024

Par la Commission
La présidente
Ursula VON DER LEYEN